

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

p.c.-p.s.

le

dernier

tango

réussir

les journées

royalistes

page 7

chine :

mao et

sa succession

page 6

le dernier tango

● **L'union de la gauche va-t-elle éclairer devant l'attrait puissant d'une possible participation socialiste au pouvoir ?**

Tout chef socialiste qui fait un bout de chemin avec les communistes serait-il voué à devenir à plus ou moins brève échéance un Kerensky ou un Noske ? La polémique récente entre P.S. et P.C. peut le laisser supposer.

UNION DE LA GAUCHE...

Voici trois ans et demi, François Mitterrand réunissait une O.P.A. sur ce qu'il restait de la vieille S.F.I.O., c'est-à-dire sur un parti vieilli, qui perdait du terrain à chaque élection, et dont le candidat aux présidentielles de 1969 avait raté l'Elysée à onze millions de voix près. Ce parti ne faisait pas peur alors au P.C. qui recherchait depuis 1965 son alliance. Ce dernier y trouvait un double avantage : sortir du ghetto où il était enfermé depuis 1947 et dominer à coup sûr l'opposition de gauche. Dès lors le P.C. se faisait concilient au possible : soutien sans condition à François Mitterrand, alors chef de la groupusculaire U.P.S.R. et candidat (déjà) de la gauche unie aux présidentielles de 1965 ; désistement aux législatives en faveur de candidats radicaux et socialistes arrivés derrière le porte-drapeau du parti ; tolérance de certaines alliances municipales socialistes-centristes comme à Lille, Toulouse, Nantes et Marseille... Il semblait même que M. Waldeck-Rochet, puis Marchais étaient soucieux de voir la vieille S.F.I.O. décadente retrouver un minimum d'électeurs et de militants !

Sur ce plan, depuis trois ans, les dirigeants communistes sont bien servis. Trop bien même à leur goût ! François Mitterrand, après avoir raté sa mainmise sur la gauche non communiste aux temps de la F.G.D.S. (1965-1968), l'a réussie au cours du congrès d'Epinal (1971). Le nouveau parti socialiste, de plus en plus dirigé par de jeunes énarques modernistes issus des clubs de la nouvelle gauche ou des mouvements chrétiens progressistes a mis au rancart une bonne partie de ses vieux notables style Guy Mollet ou Max Lejeune. Il a doublé ses effectifs et fait une remontée électorale

impressionnante : 16,6 % en 1968, 20,8 % en 1973, près de 30 % d'après les sondages réalisés depuis deux mois. Et surtout, la personnalisation de la politique entraînée par l'élection du Président de la République au suffrage universel a fait de Mitterrand le porte-parole, voire le leader de la gauche aux yeux de l'opinion. Même chez les électeurs communistes il avait une meilleure image de marque que Marchais.

Malgré tout, ce dernier paraissait s'accommoder de la situation. En juin dernier, il avait lancé le mot d'ordre « Union du peuple de France » dont le caractère unanimiste estompait quel que soit la doctrine de lutte de classes du Parti.

... OU HAINE VIGILANTE

Depuis le mois d'octobre, au contraire, changement à vue et feu à volonté sur le P.S. Celui-ci est accusé de vouloir abandonner le Programme Commun signé en 1972, et soupçonné de collaboration de classe avec la droite. Les communistes insinuent même que ce vieux parti social-démocrate serait heureux de propulser Mitterrand à Matignon avec un gouvernement d'union nationale, le tout sous la houlette de Giscard. Mitterrand cherche-t-il à renforcer le P.S. en récupérant Rocard et quelques centaines de « têtes d'œuf » du P.S.U. ? Le voilà soupçonné de noirs desseins gauchistes. Il ne se passe pas de jour sans qu'un accrochage ne se produise au niveau national comme au sein des municipalités et conseils généraux où la gauche est présente.

Pourquoi ce revirement ? D'abord par patriotisme de parti. Les résolutions adoptées par le XX^e congrès du P.C. sont sensiblement plus « dures » que les projets initiaux. Une partie de l'appareil, la majorité du bureau politique, et même la base militante ont joint leurs efforts pour faire échec à Marchais, trop concilient à leur goût. Cela s'est traduit par la promotion à la tête de l'Humanité de Roland Leroy, communiste très dogmatique, voire sectaire sous ses allures de technocrate nouvelle vague. Que Marchais soit à terme évincé de la tête du parti, sa crise cardiaque aidant, relève de l'anecdote et de la querelle de sérail.

Que le P.C. renonce au pouvoir est plus intéressant à noter. Car de toute évidence la pour-

suite de la querelle affaiblit la crédibilité et les chances de succès électoral de la gauche ex-unie. Sans doute les communistes redoutent-ils d'avoir à gérer une crise qui s'annonce longue et durable et qui suppose, pour être résolue, tant de réformes en profondeur, et tant de mesures énergiques que le pouvoir qui tentera de les réaliser sera fort impopulaire. Peut-être aussi l'Union Soviétique, agitée également par des luttes de pouvoir entre technocrates « droitistes » et « durs » de l'appareil du Parti a-t-elle incité les P.C. occidentaux à raidir leur position.

VERS L'« UNION NATIONALE »

Dès lors, que va-t-il se passer ? Dans un premier temps, l'Union de la gauche sera sans doute « gelée ». Peut-être sera-t-elle ensuite rompue. Car il est notoire qu'un Mitterrand et un Rocard veulent goûter du pouvoir. Le vieux crabe et le jeune loup (qui a rompu pour cela avec le mini parti P.S.U.) se sont vus un temps portés à la tête de la France par une gauche triomphante. Cette hypothèse devenant de moins en moins probable, il y a gros à parier qu'ils sont prêts à entrer à terme dans un gouvernement d'union nationale. Ainsi ils se seront servis du P.C. comme marchepied avant de le renvoyer à son ghetto. Ce dernier améliorera alors sans doute son score électoral en récupérant les éléments les plus à gauche de l'électorat socialiste.

Mais le P.C. français n'est pas le P.C. portugais, aguerri par quarante-cinq ans de clandestinité et de répression policière. S'il veut renoncer à son opportunisme parlementaire et tenter une épreuve de force contre le « social-fascisme », il sera brisé. Et faisons confiance à M. Mitterrand pour jouer les casseurs d'émeute communiste le cas échéant. Comme Noske dans l'Allemagne des années vingt, comme Jules Moch dans la France de 1947. Il reste à savoir si les militants généreux qui ont adhéré au P.S., en croyant « changer la vie » apprécieront de voir leur parti chausser les bottes de Ramadier et de Guy Mollet. Dans notre propagande en faveur de la révolution royaliste, sachons ne pas négliger ces futurs déçus.

Paul MAISONBLANCHE

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

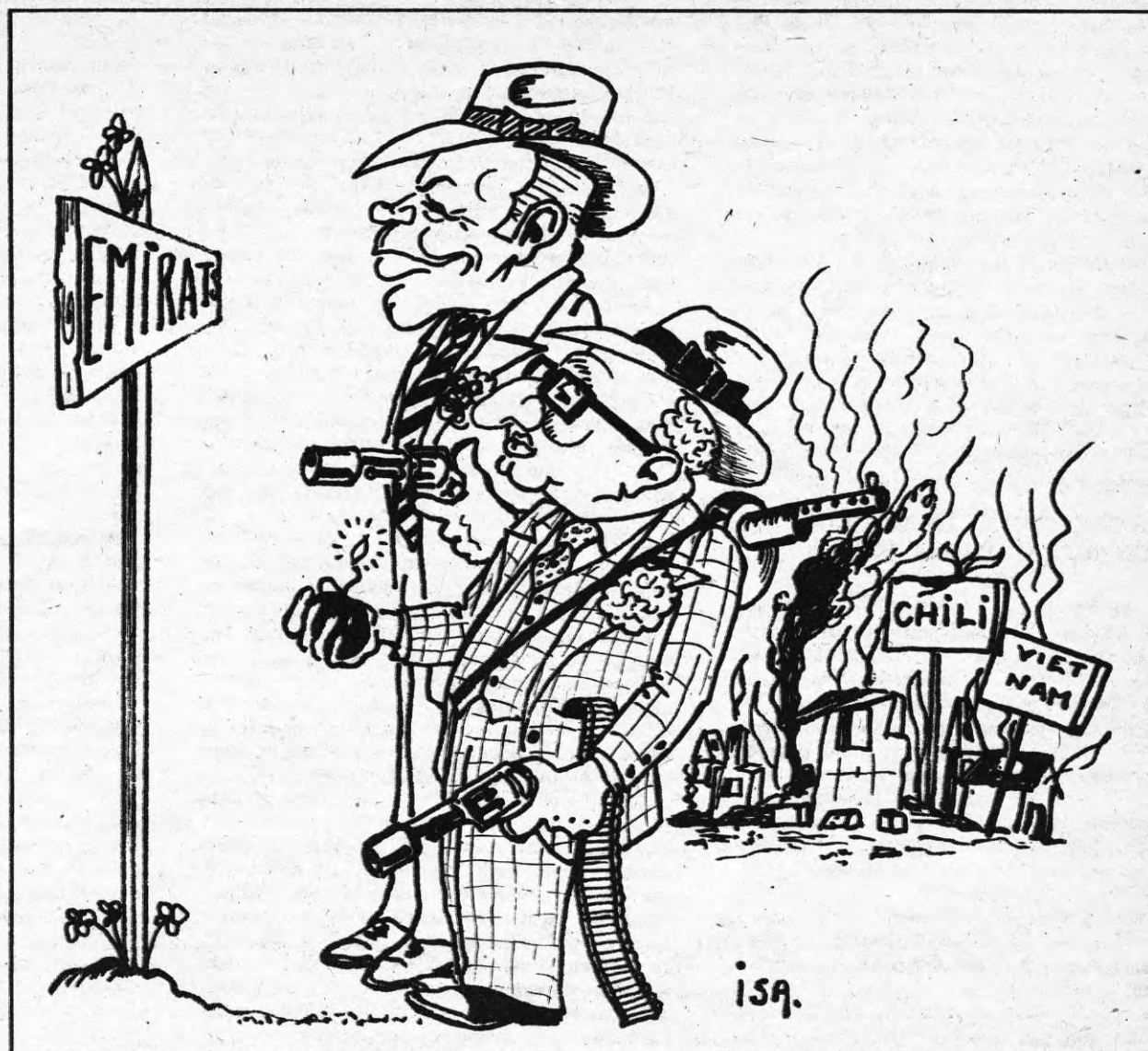
à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

éditorial

U.S.

go

home !



Guerre froide ou guerre tout court ? A lire les hebdomadaires de la droite et de l'extrême droite, il semble que nous n'ayons pas d'autre choix : titres à sensations, photos de « Marines » opérant dans le désert et articles menaçants nous invitent à resserrer les rangs de la « solidarité occidentale » contre les « agresseurs arabes » curieusement considérés comme les seuls producteurs de pétrole dans le monde. Ainsi roule le flot de la propagande américaine en France — hystérique à Minute, douce-reuse au Point, et sans complexes à Valeurs Actuelles.

Le phénomène n'est pas nouveau : chaque époque a connu de tels groupes de pression, spontanément soudés sous l'effet d'une passion idéologique ou entretenus à grands frais par telle ou telle grande puissance. Il suffit d'en être conscient pour déceler, sous les analyses faussement « objectives » et les informations « sensationnelles », les pièges grossiers d'une très vieille propa-

gande maintenant souillée de racisme.

Exception faite de cette haine recuite des Arabes qui fédère à la grande joie de Washington les nostalgiques du colonialisme, les dévôts du sionisme et les grandes compagnies pétrolières, on s'accommoderait sans trop de mal de cette américanophilie naïve si l'on sentait l'Etat à l'abri de toute menace de contagion. Or, chaque semaine ou presque apporte de nouvelles preuves de l'alignement du gouvernement français sur la politique impérialiste américaine — chaque fois « compensées », il est vrai, par des déclarations, des attitudes, des gestes destinés à épater un peuple sourdement méprisé et prêt d'être abandonné à l'aventure « atlantique ».

Ainsi, vendredi dernier, la télévision montrait des soldats américains s'entraînant, quelque part dans le Var, à un « débarquement sur les côtes d'un pays méditerranéen ». Des Américains manœuvrant sur notre sol, cela paraît, en période normale, quelque peu inquié-

tant. Mais quand ces opérations coïncident avec des déclarations bellicistes adressées à des nations qui sont unies à la France par des liens aussi anciens que solides, la tolérance du gouvernement français devient objet de scandale. Et le retour de la France dans l'OTAN, toujours soigneusement rejeté, une forte probabilité.

L'ombre falote dénommée Sauvagnargues peut ensuite se livrer à des déclarations sur l'« extrême gravité » d'une intervention américaine au Proche-Orient, elle ne rassurera personne quant à l'indépendance de notre pays. Les soldats américains du Var constituent un symbole trop éclatant. Il faut les montrer du doigt et exiger leur départ. Sans oublier la nuée de complices, d'espions, de corrupteurs et d'agitateurs qui les entoure : sa virulence n'a d'égale que sa malfaisance.

Bertrand RENOUVIN

la crise de l'intelligence

Après les pamphlets de Louis Pauwels (« Lettre ouverte aux gens heureux »), de Plu-myene et Lassiera (Le complexe de Gauche), l'ouvrage de Georges Suffert « Les intellectuels en chaise longue », prolongeant une tradition déjà ancienne (Sorel, Péguy, Benda, Raymond Aron) de mise en accusation des intellectuels par l'un d'entre eux, a su reposer la question mal résolue de la place, la fonction, le rôle de l'intelligentsia dans la société industrielle (1).

Quels que soient les soupçons que l'on peut faire peser sur l'origine technocratique (« marchande » et « politique ») du discours du directeur du « Point », un de ses mérites est d'avoir suscité au sein de l'intelligentsia de nombreux remous (révélateurs plus encore que l'ouvrage de Suffert de l'existence d'un « parti intellectuel ») et des débats (2) dont il faudrait faire l'analyse symptomatique.

LE DIVORCE ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SON INTELLIGENTSIA

À la naissance de ce siècle, dans un ouvrage capital, *l'Avenir de l'Intelligence*, Charles Maurras analysait les formes que tendait à donner aux pratiques artistiques et littéraires la société industrielle triomphante. La Société industrielle, c'est-à-dire, une société dans laquelle les « marchands » (« l'Or » écrit Maurras) ayant plus ou moins intégré (asservi ?) les anciennes couches dirigeantes et dominantes (« le sang » = l'aristocratie féodale, terrienne, juridique et politique), imposent leur domination, leurs normes, leurs valeurs et leurs pratiques à l'ensemble du corps social.

Dans ce contexte trois tendances partagent les productions de représentations et leurs auteurs, écrivains, artistes, idéologues et « clercs » :

1. — L'intégration au système par la transformation de ces représentations en « marchandise » ; c'est ce que Maurras appelait l'industrie littéraire qui aujourd'hui, véhiculée par les « mass-média », peut être assimilée à la culture de masse (artistes « designers », intellectuels spécialistes de la publicité, écrivains de « best-sellers », etc.).

2. — Le repli des intellectuels sur eux-mêmes (la « littérature de cénacle » de Maurras), ce qui se traduit suivant les cas par une certaine préciosité, un style ésotérique, un goût pour l'étrange (et l'exotique) ou une certaine exigence élitiste.

Même si « la galaxie Gutenberg » (la société des média écrits), dénoncée par Mac Luhan, avait divisé la culture en culture savante (des livres) et cultures populaires, pendant longtemps les deux cultures ne furent pas cloisonnées. Les thèmes populaires fécondaient la littérature savante (La Fontaine, Perrault) comme la musique de cour pouvait passer par une lente osmose dans les chansons populaires (« Au clair de la lune » de Lulli).

Aujourd'hui, la division s'est cristallisée et tend à morceler la culture contemporaine en une myriade de chapelles cloisonnées, cultivant un élitisme inaccessible non, seulement au public populaire, mais aussi à l'ancien public « cultivé » et souvent aussi aux membres des autres chapelles (musique sérieuse, nouveau roman, art abstrait, école lacanienne de psychanalyse, etc.). La notion de « goût », code commun aux « honnêtes hommes », reliant les différents domaines de représentations aux couches sociales dominantes, a aujourd'hui en grande partie disparu. Il n'y a plus de critères

communs, il n'y a que des langages ésotériques pratiqués dans des cercles de plus en plus restreints d'initiés, et ne gardant un certain prestige qu'au moyen du terrorisme de « l'avant-garde ».

3. — La révolte enfin contre cette société (« littérature de révolution »). « Le talent, le talent heureux, écrit Maurras à propos du romantisme, semblait alors ne pouvoir être que subversif... La communication qu'ils établissaient entre leur pensée et celle du monde se prononçait contre les forces dont ce mode était soutenu. »

Aujourd'hui, bien au-delà du romantisme qui n'attaquait que « les lois ou l'Etat, la discipline publique et privée, la patrie, la famille et la propriété », l'Intelligence contemporaine s'est attaquée aux fondements les plus profonds, non seulement de notre culture, mais de toute culture. Par des philosophies du « soupçon », Dieu, l'Homme et toute valeur métaphysique, esthétique ou morale, sont subvertis par les disciplines de Marx, Nietzsche ou Freud.

De la même façon, l'art et la littérature contemporaine apparaissent comme un mouvement progressif pour débusquer et dénoncer les structures les plus implicites. Toute forme est une insupportable aliénation qu'il faut briser. De la transgression des règles de la tragédie à celles de la syntaxe, puis à celles des mots et même des lettres, nous parvenons à l'idéal de ce mouvement : le cri en poésie, le silence en musique, le cadre vide et la page blanche en peinture et en littérature.

Comme tous les clercs, les intellectuels contemporains vont légitimer leur action (ici leur révolte), en s'appuyant sur l'autorité d'une divinité qu'ils vont rechercher dans l'« altérité » de cette société. Comme le « Philosophe » du XVIII^e recherchait cette « transcendance » dans le « Bon Sauvage » ou dans l'« ingénuité » de l'Enfant (« l'Emile » de Rousseau), l'Intellectuel contemporain recherchera la grâce révolutionnaire dans l'exotisme du peuple, dans l'aliénation — même du prolétariat puis du lumpen-prolétariat (travailleurs immigrés), ou dans la folie du schizophrène (Deleuze) ou dans toutes les formes de déviance (FHAR, Drogues, Prisonniers, etc.).

Malheureusement, ces « divinités » sont fragiles, et l'étude ethnographique, l'expérience concrète de la paternité ou la confrontation avec des syndicalistes ouvriers forcément réformistes, risquent de voir s'effondrer le mythe.

Aussi, le plus sûr est-il d'établir l'« altérité » de ce monde dans un espace inaccessible à l'expérience, non profanable, dans l'exotisme absolu de l'Utopie ; quitte à incarner soi-même le « Bon Sauvage » dans les salons de la « république des Lettres », les loges et les sociétés de pensée, les cellules de militants politiques, les cafés de Saint-Germain-des-Prés, les séminaires d'Université ou les colonnes de « Charlie-Hebdo ».

Naturellement, ces trois tendances de la pratique intellectuelle contemporaine ne sont pas exclusives l'une de l'autre : la culture de masse peut véhiculer la révolte (cf. la chanson « engagée »), et le maniérisme ésotérique peut coïncider avec la contestation (cf. revue « Tel quel » (3)).

LES INTELLECTUELS, COUCHE SOCIALE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Mai 68 peut être considéré comme la manifestation du divorce de la société et de son intelligentsia.

Sans doute, les velléités d'indépendance des intellectuels vis-à-vis des « marchands » et des « politiques » ne sont pas nouvelles. Même depuis leur asservissement par les « politiques » (les légistes, la Réforme, l'anglicanisme, etc.), puis par les « marchands », les Clercs ne se sont jamais contentés de leur rôle de justificateurs du Prince (ce sont eux qui, au XVIII^e siècle élaborent l'idéologie libérale de désintégration des institutions politiques) ou d'amuseurs des bourgeois (en ce sens, même ce qu'on a appelé culture bourgeoise a perpétuellement pris le bourgeois comme cible privilégiée de la critique).

Mais aujourd'hui, les conditions sociologiques donnent aux intellectuels les forces permettant peut-être de modifier leur poids dans la société :

a) Par l'allongement et la généralisation de la scolarité : une part de plus en plus grande de la population est encadrée et modelée par les clercs (4) pour des périodes de plus en plus longues. Les campus et les grandes classes apparaissent ainsi comme les réservoirs d'une masse de manœuvre — pas toujours docile certes — mais facilement mobilisable face à la société marchande. Bien sûr les diplômés deviendront « jeunes cadres aux dents longues », mais il leur restera un pli idéologique de leur passage à l'université (univers des clercs). Plus encore, par le biais de la formation permanente, les clercs pourront s'insérer directement dans le processus de production.

b) Par ailleurs, la société des loisirs crée de nouvelles professions liées à l'animation et à l'action culturelle (associations de vacances, maisons de la culture, ciné-clubs, unions de quartiers, etc.), donne aux intellectuels un nouveau champ d'encadrement.

c) D'autre part, dans leur combat contre la domination des « politiques », les « Marchands », en instituant des régimes d'opinion, avaient en partie abandonné ce champ de la politique aux idéologies, c'est-à-dire aux clercs. Le développement des moyens d'information, ainsi que le déplacement des affrontements politiques sur de nouveaux terrains (écologie, école parallèle, mouvements féministes, etc.) permet aux clercs de concurrencer et quelquefois de supplanter les notables politiques du pays légal, et de s'insérer ainsi dans le gouvernement des hommes.

d) Enfin, il semble que nous assistions aujourd'hui à la fin de la division des clercs. Pour être schématisée, les anciens clercs romains (ou chrétiens) renonçant à une organisation autonome dans la société, ralliant en grand nombre les structures « socio-culturelles » des nouveaux clercs, tendent à ne former qu'un courant aux côtés d'autres (courant spontanéiste, courant marxiste, courant rousseauiste, etc.) dans le grand clergé du « Parti intellectuel ». Qui n'a pas constaté, souvent pour s'en louer, que les oppositions ne passent plus par les orthodoxies des religions et philosophies traditionnelles, mais par l'« orthopraxie » définie par l'idéologie dominante ?

Conscience en révolte, puissance sociale et unification idéologique, tout se conjugue aujourd'hui pour faire des intellectuels (bien plus que du prolétariat), la couche sociale révolutionnaire face à la société industrielle (ce que des gens comme Schumpeter, Marcuse ou Galbraith ont plus ou moins clairement pressenti).

La revendication de l'avortement est parfaitement pertinente pour la société de consommation, comme le slogan « jouissez sans entraves » de Cohn-Bendit pour la société permissive des marchands d'illusion de sexe.

La révolution universitaire de 68, en abattant le système en partie féodal des « mandarins » (rapports personnels maître-élève), permet la mise sur pied, non seulement d'universités « gauchistes » fondées sur les clivages idéologiques, mais aussi d'universités technocratiques produisant les cadres moyens ou supérieurs bien standardisés, dont la société industrielle a besoin.

Parler des capacités de récupération de la société marchande ne suffit pas, car s'il y a récupération, elle est ambivalente et réciproque. Lorsqu'on se sert des gardes rouges pour faire la publicité des « Camel », qui du marchand ou de l'intellectuel récupère l'autre ?

Dans la mesure même où la société marchande est indifférente aux idéologies (5), elle échappe à la critique des intellectuels qui peuvent bien constituer l'idéologie dominante, pourvu que cela ne vienne pas trop troubler la vie économique...

D'autre part, le problème n'est pas seulement sociologique, mais aussi idéologique. Sans doute faut-il libérer les clercs d'une position sociale asservie aux rapports de forces politiques et aux intérêts économiques. Mais il faut aussi que le magistère de ces nouveaux clercs puisse être pour nous porteur d'une quelconque espérance.

Or, comment la négativité systématique de l'idéologie des nouveaux clercs, du nihilisme philosophique le plus spéculatif au romantisme de la boue de la contre-culture, en passant par toutes les formes d'anti-art, du théâtre de la

dérision au « poubellisme », pourrait-elle porter notre espérance sinon en creux, comme le signe tragique d'un manque...

Sartre qui n'a plus rien à déclarer que ce que lui font dire quelques activistes de Libération, Aragon avalant toutes les couleuvres du Parti, autant de suicides intellectuels qui valent bien celui de Montherlant. Car l'idéologie des nouveaux clercs n'est pas porteuse d'une espérance autre que la nôtre ; elle n'est porteuse que du désespoir. Et s'il y eut des moines heureux, il n'y a pas aujourd'hui, quel que soit son impact social, d'intellectuel heureux...

Aussi, notre critique n'a rien d'un anti-intellectualisme « poujadiste » : mais s'il faut libérer les clercs, peut-être faut-il (d'abord ?) les libérer de leur idéologie dont ils sont les premières victimes.

DU DEVOIR D'IMPERTINENCE

Quel que soit le morne désespoir ou le nihilisme forcené propagé par l'intelligentsia, des maurrassiens conséquents ne peuvent se désintéresser de la couche sociale des intellectuels, non seulement à cause de son poids propre, mais aussi à cause de l'influence qu'elle exerce sur l'ensemble de la société. Il est possible que demain le pays réel, en révolte contre le pays légal, soit surtout constitué par cette intelligentsia. Peut-être faut-il apprendre, pour le toucher, à parler un langage que les intel-

lectuels contemporains comprennent, sans pour cela être « digéré » par l'idéologie dominante.

Mais notre devoir est surtout d'impertinence. Il est des impertinences qui font hausser les épaules d'indifférence, d'autres qui touchent juste parce qu'elles choquent : nous devons mettre à jour (et non au goût du jour) dans notre arsenal les idées, valeurs, analyses qui soient suffisamment subversives pour désagréger le consensus idéologique.

Yves CARRÉ

NOTES

- (1) Georges SUFFERT : *Les intellectuels en chaise longue*. Plon.
- PLUMYENE et LASIERRA : *Le complexe de gauche*. Flammarion.
- Raymond ARON : *L'opium des intellectuels*. Col. Point.
- Julien BENDA : *La trahison des clercs*.
- Georges SOREL : *Le procès de Socrate*.
- (2) Cf. « Le Monde », 15 novembre 1974.
- « Le Figaro », 8 octobre 1974.
- Il est symptomatique que dans ces déclarations d'intellectuels jugés par ces deux journaux comme représentatifs de l'intelligentsia française, la référence à Maurras soit revenue quatre fois.
- (3) Mai 68 fut à la fois révolte de l'intelligentsia contre la société, refus de toutes formes, codes, structures (idéologie spontex), et phénomène de la culture de masse (posters Che Guevara, modes vestimentaires, prêches dominicaux, etc.) véhiculée par les mass-média.
- (4) Sur la notion de Clercs, Merchands et Politiques, cf. article in « Arsenal », n° 5.
- (5) Lénine ne disait-il pas que les bourgeois iraient jusqu'à vendre la corde pour les pendre.

l'intelligence est-elle révolutionnaire ?

Crise de l'Intelligence ! C'est à bon droit qu'Yves Carré a tenu à faire figurer ce forum dans nos journées royalistes. Car la subversion de l'Intelligence par l'Or, déjà dénoncée par Maurras au début de ce siècle, constitue la racine du système industriel. Aucune réforme de structure, de l'entreprise à la région, n'aura de portée véritable tant que les rapports entre les personnes seront régis par les catégories marchandes et qu'il n'y aura pas un nouvel ordre des clercs pour dire le sens des choses.

UNE MÉTAPHYSIQUE DU MÉPRIS...

Or l'Intelligence, actuellement, refuse de dire le sens de la vie. Yves Carré rappelle à juste titre que toute une partie de la littérature et des sciences humaines semble même se complaire dans le non-sens. Il reste à savoir si ce courant est aussi replié sur lui-même que paraît le croire notre ami. Il est au contraire malgré (ou à cause) de son ésotérisme parfaitement à l'image de notre société industrielle. Pour celle-ci il n'existe pas de sacré. Dès lors il ne reste plus que la volonté de puissance des individus sous-tendue à la fois par une soif de marquer son époque et par un scepticisme voire un nihilisme total.

Cette philosophie nietzschéenne conduit les uns à brasser de l'argent, quitte à broyer les hommes par la même occasion. D'autres

se lancent dans la psychologie et la psychanalyse et assouviennent leur orgueil en manipulant le patient sur son divan ou un « staff » de jeunes cadres par le biais d'une quelconque dynamique de groupe. D'autres enfin (les mêmes, parfois), saisis d'un délire rimbaldien, tentent d'imposer leur raison ou leur déraison aux choses et aux êtres en les nommant à leur manière. Cette nouvelle préciosité est une forme achevée de la métaphysique du mépris. Le langage de M. Lacan n'est pas fait pour le « vulgum pecus ».

On peut se demander en revanche s'il existe au sein de l'Intelligence un courant en rupture avec la société industrielle. La littérature romantique qu'évoquait Maurras se développait en un temps où « les mœurs » dont parlait Péguy, à propos de la société traditionnelle, n'avaient pas encore été abolies. L'Ancien régime mort sur le plan politique, se survivait dans la vie quotidienne.

... INTÉGRÉE A LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Mais maintenant ! C'est la société toute entière qui est subvertie, qui s'ingénie à nier toute espérance, à robotiser les individus. Dès lors le nihilisme d'extrême-droite (cf. Nouvelle Ecole) est parfaitement intégré à la problématique de la société contemporaine. Les modèles exotiques ou « retro » qu'ils proposent, nouvelle forme du « diver-

tissement » pascalien, ne sont pas autre chose que des variantes du dandysme du spectacle dont s'enivre la société de consommation. Les gardes rouges, vus d'Occident, aboutissent donc tout naturellement à servir de support de publicité à une marque de cigarettes.

Une Intelligence qui s'asservit de la sorte à la société industrielle aboutit à se nier et à cautionner l'ordre établi. A-t-on observé déjà l'extraordinaire conservatisme des enseignants de gauche, agents et victime de la pan-scolarisation ? Leur horreur de la convivialité illichienne qui pourtant les libérerait ?

Au XIX^e siècle Joseph de Maistre appelait les traditionalistes à combattre la Révolution « satanique ». Dans la mesure où Satan (débarrassé de ses oripeaux de Grand Guignol qui épouvantent les nombreux mystico-dinguos des sectes intégristes), n'est autre chose que la personnification du néant et du mépris face à Dieu, source de plénitude et d'amour, on peut dire que c'est « l'establishment » actuel qui est satanique. Et pour faire la nécessaire et totale révolution face à cet « establishment », traitons l'Intelligence comme une force à sauver d'elle-même et à mobiliser et non comme une ennemie. Ne renouvelons pas l'erreur d'un de Maistre dont l'anti-intellectualisme, doublé d'illuminisme, compromet en partie l'œuvre à accomplir.

Arnaud FABRE

qui succédera à mao ?

● La Chine vit actuellement des heures importantes. Qui va succéder à Mao ? Yann Kerlanne, auteur d'une récente conférence aux « Mercredis de la N.A.F. », analyse ici les événements qui se déroulent en Chine populaire.

Comme nous avons eu l'occasion de le signaler ici même en plusieurs occasions, il semble qu'à travers toute l'histoire de Chine les hommes politiques aient eu toujours recours à une méthode assez analogue à celle de l'acupuncteur tantôt « tonifiant » ou au contraire « dispersant » l'une ou l'autre des énergies adverses yin ou yang dont l'antagonisme et la subtile complémentarité permettent le progrès historique. Jamais ce jeu ne fut plus évident au cours de l'histoire chinoise que durant ces dernières années où, par des coups de barre tantôt à droite et tantôt à gauche le grand timonier est parvenu à maintenir son cap. Mao dans ses œuvres l'a souligné, par un exemple emprunté à l'horticulture, en indiquant que lorsqu'un arbuste avait une tendance à pencher d'un côté il fallait le forcer dans le sens opposé pour qu'ensuite tout naturellement il retrouve la position verticale.

Ce subtil mouvement pendulaire est assez déconcertant pour l'observateur occidental qui est parfois porté à taxer d'incohérence une politique dont il ne peut comprendre la continuité, d'autant que la propension innée du Chinois pour l'emphase théâtrale tend à chaque fois à en exagérer le côté spectaculaire masquant ainsi plus sûrement les courants politiques plus profonds qui n'affleurent presque jamais en surface. Notons de plus que dans la Chine de Mao, comme dans tout pays communiste, les documents pour l'histoire ne sont conservés que dans la mesure où ils ne contredisent pas la doctrine historique orthodoxe à un moment donné. C'est ainsi par exemple que disparurent les déclarations de Mao faites

en 1937 lors de l'entente avec le Kuo min tang contre les japonais (1).

LES COUPS DE BARRE DE MAO

En 1964 Liou Chao-Ki est Président de la République Populaire de Chine, et le numéro deux par le rang mais en fait le personnage le plus important du Parti est le Secrétaire Général Teng Hsiao-Ping. L'échec du « Grand Bond en avant » et de la tentative de remplacer les complexes industriels par un artisanat rural les persuada peu à peu que Mao malgré sa popularité et son immense prestige, était un dangereux utopiste. Aussi, tout en le plaçant sur un piédestal en tant que grand maître à penser du marxisme léninisme, on s'arrangea pour le reléguer dans un isolement respectueux qui devait le rendre incapable de nuire. Mao ne fut pas dupe de la manœuvre et à plusieurs reprises il se plaignit amèrement que Teng ne le tenait plus au courant de rien et agissait sans lui rendre compte, tandis que Chiang Tsin son épouse voyait d'un mauvais œil l'épouse du Président Liou, première dame de Chine.

De son côté le fidèle Lin Piao rongea son frein et n'acceptait pas de voir la Chine s'orienter vers une politique industrielle analogue à celle des Soviétiques. Il décida de soustraire l'armée à l'emprise du modèle soviétique et après avoir supprimé tous les grades et distinctions, il entreprit une vaste campagne de « formation morale » du soldat par le Petit Livre Rouge, recueil qu'il avait compilé à partir de sentences morales tirées des œuvres de Mao Tse-Toung. C'est ainsi qu'en deux ans il obtint la haute main sur l'armée.

Puis Lin-Piao et l'épouse de Mao eurent l'idée de se servir du Petit Livre Rouge pour la formation de la jeunesse et de la masse populaire, que l'on galvanisa pour la lancer en été 1966 à l'assaut d'un Parti coupable d'avoir mis à l'écart le Grand Timonier. Liou fut impuissant devant cette subtile manœuvre baptisée Révolution Culturelle. Outre que contre la jeunesse il ne pouvait guère employer la force, l'armée gardienne de l'ordre, fidèle à Lin-Piao, se contentait de suivre les événements l'arme au pied.

Pendant deux ans Liou Chao-Ki lutta farouchement contre tous les assauts des Gardes Rouges, non sans avoir à sacrifier à la vindicte populaire quelques-uns de ses plus fidèles lieutenants comme Pen-Chen le maire de Pékin, mais il fut finalement destitué en 1968, entraînant dans sa chute et dans l'oubli le secrétaire général du Parti Teng Hsiao-Ping, dont le nom était toujours accolé aux siens par les contestataires.

L'autorité du Parti hostile au Président Mao fut alors complètement sapée, et Mao déclara que la Révolution permanente était nécessaire pour maintenir la ferveur révolutionnaire, éviter le déviationnisme et l'embourgeoisement, tentant ainsi de donner la justification théorique de son véritable coup d'état. Mais le désordre instauré par les Gardes Rouges, leurs querelles intestines et leurs excès risquaient de mener le pays au chaos, aussi devint-il urgent de les reprendre en main. C'est alors que l'armée soigneusement maintenue en réserve par Lin-Piao intervint pour remettre l'ordre et prit en fait toutes les commandes jusqu'au sein des usines et des universités.

Le Maréchal Lin-Piao restant alors un militaire respectueux de la consigne, ou bien son succès, comme c'est la thèse actuellement soutenue, lui monta-t-il à la tête et intrigua-t-il contre Mao, — ou tout simplement comme tous les potentats de l'histoire de la Chine — ce dernier en vint-il à prendre ombrage d'un lieutenant devenu trop puissant ? Il sera bien difficile de le dire d'une manière certaine. D'ailleurs la réalité du récit, qu'on laisse s'accréditer, d'une fuite en avion et de la disparition de Lin dans un accident ne reçut jamais de confirmation officielle. En tout cas, l'ex-dauphin voit maintenant son nom associé

à celui de Confucius comme objet de l'exécration populaire.

REMETTRE L'ARMÉE A SA PLACE

« Cedant arma togae », c'est maintenant le vrai problème : celui de remettre à sa place une armée devenue trop puissante, car si le pouvoir est au bout du fusil il n'en est pas moins vrai que l'armée doit obéir au parti. Tout le problème est maintenant de redonner au parti une autorité suffisante pour que tout puisse rentrer dans l'ordre... Ce n'est pas tellement facile, car il reste peu de figures de premier plan, et Mao n'est pas sans ignorer que le groupe des Shanghaïens amis ou parents de sa femme groupés autour de Wang Hong-Wen sont loin d'être populaires. Aussi, lors du X^e Congrès du P.C. Chinois, leur influence officiellement reconnue est contrebattue par l'importance donnée à Tcheou En-Lai, le conseiller fidèle universellement estimé qui a su se maintenir à travers toutes les tourmentes.

Mais Mao se fait vieux et Tcheou est en mauvaise santé. De plus, malgré un déplacement en janvier 1974 des grands chefs militaires pour éviter qu'ils ne prennent trop d'influence dans leur région ceux-ci, vexés par la campagne faite contre Lin Piao, restent sur la réserve et font la sourde oreille aux appels à l'unité et à la discipline qui se multiplient dans la presse. Mao l'apprenti sorcier va-t-il être dépassé par les forces qu'il a lui-même déchaînées et sera-t-il incapable de rappeler à l'ordre les grands chefs militaires se préparant aux querelles de succession ?

LA CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Un ami chinois arrivé de Chine ces derniers mois me disait que si une Assemblée Nationale était convoquée ce serait la preuve que l'ordre serait restauré en Chine. C'est possible mais il est aussi possible que devant le dilemme que se pose sa succession Mao se voit acculé à cette décision.

Les journaux proclament maintenant qu'après huit ans de révolution culturelle il est grand temps de revenir au calme, mais il paraît difficile de penser que Mao accepte de gâité de cœur de mettre au premier plan Teng Hsiao-Ping qui se montra rebelle à son autorité. Certes, l'ex-secrétaire du parti est le seul qui soit capable de redonner au parti prestige et influence. Aussi intelligent que Tcheou En-Lai, il a moins de diplomatie et plus de franc-parler. C'est lui qui ne craignit pas de déclarer aux Gardes Rouges proclamant que Mao était le plus grand marxiste léniniste de tous les temps, que comme ils n'avaient lu ni Marx ni Lénine ils ne savaient pas de quoi ils parlaient, attaquant ainsi indirectement l'autorité de Mao qui, ignorant tout des langues étrangères, n'eut jamais, comme Tcheou ou Teng formés en France, une connaissance du marxisme dans le texte original ou par des traductions valables.

Il est de plus un peu paradoxal de présenter maintenant en Dauphin celui qui depuis 1966 avait été traité en renégat. Il est impossible de prévoir ce que sera la réaction populaire à son égard et si l'armée fera volontiers soumission au nouveau « leader ». Enfin, comme pour Mao Tsé-Toung, une certaine incertitude plane sur sa date de naissance : il est sûr en tous cas qu'il compte au moins soixante-dix ans. Sa nomination ne saurait donc apporter qu'une solution temporaire et transitoire aux questions que pose aujourd'hui l'avenir politique de la Chine.

Yann KERLANNE

(1) Une mauvaise foi systématique est la caractéristique même de toute la dialectique du matérialisme historique marxiste où la trace laissée par l'événement passé est constamment révisée en fonction de l'orthodoxie du moment. Il est d'ailleurs effrayant de penser que toutes les ombres au tableau que présentent la Russie et la Chine au cours de ces dernières années ont été systématiquement gommées et que l'historien en sera réduit aux conjectures faute de documents authentiques.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

rueil :

réussir les journées

Nous voici arrivés à la veille de ces « Journées royalistes » pour lesquelles tous nos militants se sont dépensés sans compter depuis plusieurs mois. Il nous reste maintenant à assurer le bon déroulement des 48 heures et ceci repose essentiellement sur la participation active de tous les nafiistes. Participation aux tâches matérielles nombreuses pour que l'organisation soit à la fois souple et efficace, et aux « forums » où nos lecteurs sont invités à intervenir activement pour en faire des débats de grande qualité.

Nous demandons à tous de se sou-

mettre de bonne grâce aux diverses consignes que seront amenés à vous donner les organisateurs et d'être indulgents pour les imperfections techniques inévitables.

Placées sous le signe de l'ouverture et de la discussion, de la confrontation d'idées et d'un travail de réflexion, ces deux journées doivent marquer pour les militants, les sympathisants, les curieux, la vitalité de la N.A.F. et ses progrès. Tout doit concourir à ce seul but : REUSSIR.

Yvan AUMONT

MERCREDI DE LA N.A.F.

Les réunions ont lieu tous les mercredis au 12, rue de Renard (2^e étage) à 21 heures. Les lecteurs de la N.A.F. y sont non seulement conviés mais il est vivement recommandé d'y amener des amis.

Mercredi 29 janvier :

« Le désordre établi », présentation de son dernier livre, par B. Renouvin.

DÉCISION

DU COMITÉ DIRECTEUR

Dans sa séance du 8 janvier, le Comité a demandé à M. Jacques Beaume d'ac-

cepter le poste de vice-président.

Le vice-président du Comité sera chargé d'assister le président et de le remplacer en cas d'absence. M. Jacques Beaume a accepté cette nomination.

ADHÉRENTS

Fin janvier les cartes d'adhésion seront renouvelées. Les nouvelles cartes seront établies pour les personnes remplissant deux conditions :

— avoir signé le bulletin d'adhésion nouveau modèle (qui comporte la déclaration fondamentale) ;

— être à jour de cotisation pour le mois de décembre.

Les adhérents qui ne remplissent pas ces deux conditions sont invités à régulariser leur situation au plus vite pour nous éviter des échanges de correspondance inutiles.

D'autre part nous invitons ceux de nos lecteurs qui partagent les idées fondamentales de la N.A.F. à devenir adhérents au mouvement.

Nous rappelons d'autre part que seuls les adhérents en règle recevront désormais la « lettre aux adhérents ».

Octobre 1973, le prix affiché du pétrole passe de 2,89 dollars à 5,12 dollars le baril. Et puis Téhéran. Décembre 1973, les pays de l'O.P.E.P. fixent le prix affiché du pétrole à 11,65 dollars le baril. Mesure appliquée à compter du 1^{er} janvier 1974.

1974, année-tournant pour les pays occidentaux, les plus riches, les plus industrialisés du monde. *Frappées de plein fouet par la révolution pétrolière, les économies occidentales vacillent sur leur trop fragile base : l'extrême dépendance énergétique.* On parle de crise économique, on constate surtout le désarroi, la perte de confiance en soi.

Paradoxe, les Etats-Unis premiers producteurs de pétrole du monde sont eux-mêmes sérieusement touchés par la récession économique. Et la Grande-Bretagne et l'Italie s'enfoncent dans la crise. Cependant que l'Allemagne affirme plus encore une puissance économique à peine ébranlée.

Et la France ? Dépendante pour plus de 70% du pétrole brut importé, le relèvement brutal de son prix ne paraît pas, dans un premier temps, remettre en cause le dynamisme de son économie. Certains analystes n'hésitent pas à affirmer que notre pays s'en sort très bien. Et pourtant !

Un commerce extérieur totalement déséquilibré, c'est-à-dire une ponction énorme sur les ressources de la France, une inflation dont le rythme s'accroît brutalement, et surtout le chômage. « Trio infernal », conjonction de bouleversements lourds de menaces.

Responsable la « crise économique internationale » ? responsable « le relèvement brutal » du prix du pétrole ? Certainement, mais en tant que simples accélérateurs. Car la contestation du type de croissance économique en vigueur n'est plus seulement le fait des seuls intellectuels, elle est inscrite dans la logique propre de la crise actuelle.

Réfléchir sur la crise économique, ses causes profondes, son développement présent, ses remèdes, ce sera le premier souci des animateurs du Forum « *Entreprise et Crise économique* ». Une crise qui est une remise en cause d'un certain type de croissance, de certaines structures écono-

forum

mico-politiques. Une crise qui invite à la recherche de solutions originales et fondamentales.

Crise conjoncturelle ou bien plus profondément structurelle ?

Car ce n'est pas seulement l'avenir de tel ou tel secteur économique qui est aujourd'hui en balance. Mais aussi un mode de production et de consommation. Une société dans son ensemble, où le comportement de tous les agents économiques — Etat, institutions financières, entreprises, ménages — est, à des degrés divers, responsable du développement de la crise et en premier lieu de l'inflation.

L'inflation, crise de l'économie ou crise de la société ?

Simple agencement de mécanismes économiques incontrôlables ou pur fait social ? Phénomène importé, avec la hausse du prix du pétrole et celle des matières premières, développé par les pressions d'une demande accrue de biens et de services alimentée elle-même par la hausse réelle du pouvoir d'achat, ou plutôt résultat direct d'un comportement social nouveau ?

L'homme-salarié ne se définit plus par l'acte de production, par le travail, mais par la seule consommation de biens et de services monnayables.

L'entreprise n'est plus le lieu central de la société mais tend à devenir chaque jour davantage le simple lieu d'application de décisions qui la concernent au premier chef et sur lesquelles elle n'a plus de prise réelle.

Réformer l'entreprise, certes. Mais aussi l'Etat qui se substitue à elle.

Redonner à l'homme dans l'entreprise sa place de producteur. Au travail toute sa signification et au loisir toutes ses chances. Remettre l'entreprise à sa véritable place sans lui laisser perpétuer sa pression continue sur toute la société. Assurer l'indépendance de l'Etat. Vis-à-vis des puissances économiques et financières, bien sûr, mais aussi de toutes les idéologies de la seule « *nécessité économique* ».

Problèmes vastes qui appellent la plus large confrontation d'idées. Questions qui se posent à chacun, en tant que *travailleur*, en tant que *citoyen*.

P. D'AYMERIES

Toussaint 1956, Budapest... un des souvenirs les plus poignants de mon adolescence. L'héroïque résistance de tout un peuple contre l'oppresseur soviétique. Contre les chars, des gamins de mon âge, cocktail molotov au poing. Cramponnés à nos postes de radio, il ne nous restait guère qu'à pleurer d'émotion et de rage impuissante. Tandis que la voix lugubre de l'éditorialiste nous confirmait que l'implacable étau se resserrait, que la radio libre avait jeté son dernier cri, la nuit tombait sur nos espoirs, sur tout ce peuple avec déjà l'angoisse des représailles. Bientôt nous allions savoir que le général Maleter avait été traîtreusement arrêté, Imre Nagy était aussi aux mains des agresseurs. Nous nous demandions : qu'est devenu le cardinal Midzensty ? Il avait gagné l'ambassade des Etats-Unis où il devait rester jusqu'au 28 septembre 1971.

Tous ces souvenirs se sont prodigieusement réanimés, à la lecture des *mémoires* du cardinal Midzensty. Il faut lire absolument ce mémorial du calvaire d'une nation et d'un homme. Une page de l'histoire de ce siècle est là écrite en témoignage de la foi et de l'amour du prêtre pour son Dieu et pour le peuple confié au Prince primat, archevêque d'Esztergom. S'il subsistait dans l'esprit de quelques-uns les effets des calomnies propagées par la propagande totalitaire, les *mémoires* devraient les balayer. Le cardinal ressemble fort peu au réactionnaire obtus, nostalgique d'un ordre féodal, encore moins à l'espion pro-américain dont les valets des soviétiques prétendaient qu'il voulait à toute fin relancer son pays dans la guerre. Profondément patriote, le prélat est enraciné dans l'histoire de la nation de Saint Etienne qu'il connaît mieux que personne. Mais il n'est nullement hostile aux évolutions nécessaires. Ayant la responsabilité pastorale d'un pays de chrétienté où l'Eglise a toujours joué un rôle fondamental, il entend qu'elle continue sa mission éducatrice dans un sens de promotion sociale, spécialement par le biais de l'école chrétienne. Il est vrai que l'archevêque d'Esztergom, primat de Hongrie est aussi Prince, et que comme tel il assume une fonction civique. Qui s'en plaindrait, en dehors des nazis et des soviétiques qui l'enfermèrent tour à tour dans leurs prisons ? Cette fonction civique consiste surtout à désolidariser l'Etat hongrois de Hitler puis à dénoncer sans peur et sans relâche l'entreprise esclavagiste soviétique tombant progressivement comme une chape de plomb sur la nation magyare pour étouffer son âme et sa liberté.

L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE

Cela ne pouvait être longtemps toléré par les totalitaires. S'étant progressivement emparés de l'Etat, bien qu'électoralement très minoritaires grâce à la présence de l'armée rouge, à la terreur, à l'emprisonnement systématique de l'adversaire, les communistes hongrois, valets de l'impérialisme soviétique, s'en prenaient en même temps à la principale force de résistance, l'Eglise. Nationalisation des écoles chrétiennes, dissolution des ordres religieux, arrestations innombrables de prêtres récalcitrants... Il fallait bien qu'un jour soit réduit au silence le chef de la résistance lui-même. L'arrestation eut lieu le 26 décembre 1948, en la fête de Saint-Etienne.

Le cardinal fut mené rue Audassy, au numéro 60, de sinistre réputation. Déjà, sous l'occupation allemande, des émules de la Gestapo avaient fait de cet immeuble un univers de cauchemar. Il était dans la norme que les bourreaux staliniens prennent la suite. En ce lieu, commence le martyre d'un homme qui comme son maître, est dépouillé de ses vêtements et revêtu d'une robe de guignol. Et c'est l'inférieure suite des interrogatoires où on ne cherche qu'à

les mémoires du cardinal midzensty

● Un récit poignant sur la résistance à l'oppression et au totalitarisme.

lui faire signer des aveux préfabriqués. Il refuse ? Alors c'est la torture : une équipe de spécialistes le bat jusqu'à l'évanouissement. On le ramène ; interminable interrogatoire. Il persiste dans son refus de signer l'aveu de ses crimes ? Alors, c'est de nouveau la torture. Epuisé, perclus de douleurs, vient-il à s'assoupir qu'aussitôt un « policier » se charge de le réveiller. L'absence de sommeil est une des meilleures armes des bourreaux pour faire crjier grâce. Mais cette fois, ils sont tombés sur un mauvais sujet. Des semaines entières, le cardinal résiste. Il osait à peine manger, persuadé d'avaler en même temps des drogues destinées à anéantir sa volonté. De même, il s'employait à ne pas absorber les « médicaments » prescrits par trois médecins qui l'auscultaient sans désespérer.

Petit à petit les tortionnaires devaient quand même arriver à leurs fins : « *Ma force de résistance se paralysait. Je vivais dans une apathie et une indifférence croissantes. De plus en plus, les frontières entre le vrai et le faux, entre le réel et l'irréel devenaient floues, et mon jugement peu assuré. On m'avait répété pendant des jours et des nuits quels étaient « mes péchés » et je commençais à admettre qu'après tout j'étais peut-être fautif, d'une manière ou d'une autre. On me jouait sans cesse le même thème, mais en variantes diverses, et il finissait par s'insinuer en moi. Une certitude me restait : il n'y avait plus d'issue possible à ma situation. Mon système nerveux ébranlé affaiblissait ma résistance, troublait ma mémoire, annulait la conscience de moi-même, détraquait ma volonté, ces facultés maîtresses de l'être humain.* »

UN HÉROS POUR NOTRE TEMPS

Dans ces conditions, on ne peut s'étonner du déroulement et du résultat du « procès-spectacle » qui suivit. Tout était faussé dans cette « justice ». L'avocat était lui-même de l'autre bord. On n'avait pas hésité à fabriquer des

faux. Certains journalistes présents aux audiences avaient bien remarqué l'état d'abattement du cardinal et deviné son état second. Mais tout avait été programmé pour une condamnation à la prison à perpétuité. Il fallait pour le régime, faire taire par tous les moyens cette voix insupportablement libre. Il fallait diffamer un homme, pour qu'en sa personne toute la résistance fût diffamée. Il fallait enfin que fut parachevé le règne de la peur pour venir à bout d'une Eglise où dorénavant allaient s'infiltrer les « kollabos ».

Mais, en définitive, rien ne peut contre le témoignage des héros et des saints. Le cardinal Midzensty a tenu jusqu'au bout, sans compromissions, en une absolue fidélité. Ses mémoires, qui font justice de tous les mensonges de ses pitoyables adversaires, dressent pour l'histoire la stature d'un héros pour notre temps, sans que le cardinal l'ait directement voulu. Son récit témoigne de sa sincérité et de la qualité de son cœur et cela suffit pour que se dessinent ses traits d'une extraordinaire noblesse, sa foi exemplaire, sa piété. La Hongrie libérée se retrouvera dans une pareille figure lorsque s'étant retrouvée elle-même, elle retrouvera son Christ.

L'EXILÉ

Au terme de l'ouvrage, c'est un exilé que nous retrouvons ; un exilé auquel de nouvelles épreuves n'ont pas été épargnées. Paul VI ne lui a-t-il pas, en dépit d'un accueil fraternel et éclatant à Rome, retiré (« avec une extrême répugnance ») son titre d'archevêque primat ? La presse annonce, ces jours-ci, que huit évêques ont été nommés à des postes vacants mais que le pape s'est refusé à donner un successeur au cardinal Midzensty. C'est la politique vaticane ! que pour ma part, je me refuse à juger, n'ayant pas en ce domaine les informations nécessaires. Comme toute politique, elle s'inscrit dans le relatif et doit se battre pour aménager les bases d'une vie possible pour l'Eglise. Ce qui, bien sûr, rend problématique toute négociation avec un Etat communiste, c'est qu'il incarne une religion séculière, fondamentalement intolérante à toute autre religion. Les difficultés demeureront tant qu'il ne répudiera pas ce caractère religieux qui le voue au fanatisme.

A ce propos, un des passages qui m'ont le plus intéressé dans la passionnante enquête d'Harris et Sedouy « *Voyage à l'intérieur du parti communiste* », est celui où est relatée la visite faite par Pierre Juquin aux jésuites de Clamart. Dans sa conférence Juquin parvient à accrocher l'auditoire. C'est intelligent, très éloigné du dogmatisme habituel. Mais vient le moment des questions. Certaines sont coriaces. Alors là, le charme est rompu. Le communiste poussé dans ses retranchements se défend beaucoup plus mal. Il s'est passé qu'une fois de plus le dirigeant du P.C. a été victime de ses contradictions qui doivent faire qu'il n'est pas bien dans sa peau. Il laisse alors apparaître la rugueuse étoffe du sectaire et se met à traiter le christianisme d'« idéologie ». Autrement dit, le P.C. même s'il n'est plus un admirateur inconditionnel des modèles soviétique, polonais ou hongrois, continue à tenir le christianisme pour une idéologie qu'il risque fort de combattre, sournoisement à défaut de l'écraser ouvertement. Souvenons-nous de cette réaction comme du témoignage du cardinal Midzensty qui pèsera historiquement et mystiquement ! Evitons à notre peuple le martyre de la Hongrie surtout si celui-ci s'effectue de façon d'autant plus dangereuse qu'elle serait insidieuse.

Gérard LECLERC